



Assemblée générale

Distr. générale
20 mars 2012
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Point 115 i) de l'ordre du jour

Nominations aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres nominations :

nomination des juges du Tribunal du contentieux

administratif des Nations Unies

Nomination d'un juge à temps complet, d'un juge à mi-temps et d'un juge *ad litem* du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies

Mémoire du Secrétaire général

I. Introduction

1. Par sa résolution 62/228, intitulée « Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies », l'Assemblée générale a décidé notamment d'instituer une procédure formelle d'administration de la justice comportant un double degré, soit une instance du premier degré, appelée Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies, et une instance d'appel, appelée Tribunal d'appel des Nations Unies.
2. Par la même résolution, l'Assemblée a également décidé qu'elle nommerait les juges du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel, sur recommandation du Conseil de justice interne.
3. Dans sa résolution 63/253, l'Assemblée générale a adopté les statuts du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel. Les deux instances ont commencé leurs travaux le 1^{er} juillet 2009.
4. Par sa décision 63/417 du 2 mars 2009 et sur la recommandation du Conseil de justice interne (voir A/63/489), l'Assemblée générale a nommé les personnes ci-après juges à temps complet du Tribunal du contentieux administratif : M^{me} Memooda Ebrahim-Carstens (Botswana), M. Thomas Laker (Allemagne), et M. Vinod Boolell (Maurice). Elle a aussi nommé les personnes ci-après juges à mi-temps du Tribunal du contentieux administratif : M. Goolam Hoosen Kader Meeran (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et M^{me} Coral Shaw (Nouvelle-Zélande).



5. En application du paragraphe 4 de l'article 4 du statut du Tribunal du contentieux administratif aux termes duquel « [l]es juges sont nommés pour un mandat non renouvelable de sept ans [et qu'à] titre transitoire, deux des premiers juges (un juge à temps complet et un juge à mi-temps), désignés par tirage au sort, sont nommés pour un mandat de trois ans à l'issue duquel ils peuvent être nommés de nouveau au Tribunal pour un mandat non renouvelable de sept ans », deux juges à temps complet et un juge à mi-temps devaient être nommés pour un mandat de sept ans, et un juge à temps complet et un juge à mi-temps pour un mandat de trois ans, désignés par tirage au sort.

6. Ainsi, à l'issue du tirage au sort, les mandats du juge à plein temps (M^{me} M. Ebrahim-Carstens) et du juge à mi-temps (M. G. Meeran) du Tribunal du contentieux administratif ont été fixés à trois ans. Leurs mandats de trois ans ayant pris effet le 1^{er} juillet 2009, ils viendront à expiration le 30 juin 2012.

7. Par sa résolution 63/253, l'Assemblée générale a décidé notamment de nommer, à titre provisoire, trois juges *ad litem* au Tribunal du contentieux administratif. Elle a également souligné que ces trois juges *ad litem* jouiraient de tous les pouvoirs conférés aux juges permanents du Tribunal du contentieux administratif et seraient nommés pour une seule année à compter du 1^{er} juillet 2009. Elle a ensuite prolongé leurs mandats jusqu'au 31 décembre 2012, par sa décision 64/553 du 29 mars 2010 et ses résolutions 65/251 du 24 décembre 2010 et 66/237 du 24 décembre 2011.

8. Par sa décision 63/417 B du 31 mars 2009 et sur la recommandation du Conseil de justice interne (voir A/63/489/Add.1), l'Assemblée générale a nommé les personnes ci-après juges *ad litem* du Tribunal du contentieux administratif : M. Michael Adams (Australie), M. Jean-François Cousin (France) et M^{me} Nkemdilim Amelia Izuako (Nigéria). Les mandats respectifs des trois juges *ad litem*, en poste à New York, Genève et Nairobi, ont pris effet le 1^{er} juillet 2009. Par sa décision 64/417 B du 18 juin 2010 et sur la recommandation du Conseil de justice interne (voir A/64/791), l'Assemblée générale a nommé M^{me} Marilyn J. Kaman (États-Unis d'Amérique) juge *ad litem* du Tribunal du contentieux administratif à New York, suite à la démission de M. Michael Adams. Son mandat a pris effet le 1^{er} juillet 2010.

9. L'actuelle vacance du poste de juge *ad litem* est due au fait que M^{me} Marilyn J. Kaman a décliné, pour des raisons personnelles, l'offre de prorogation de son mandat pour six mois supplémentaires, approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/251 (voir A/65/853).

10. L'Assemblée générale doit donc nommer, lors de sa soixante-sixième session, un juge à temps complet, un juge à mi-temps et un juge *ad litem* du Tribunal du contentieux administratif. Conformément au paragraphe 4 de l'article 4 du statut, le mandat respectif des juges à temps complet et à mi-temps sera de sept ans. Conformément au paragraphe 42 de la résolution 66/237, le mandat du juge *ad litem* sera d'un an.

II. Conseil de justice interne

11. Dans son rapport (A/66/664), le Conseil a recommandé le nom de six candidats pour les trois postes vacants au Tribunal d'appel (M^{me} Chapman, M. Chinhengo, M. Courtial, M^{me} Greceanu, M. Joensen et M. Lussick). Pour le Tribunal du contentieux administratif, il a recommandé deux candidates au poste à temps complet (M^{mes} Chapman et Ebrahim-Carstens), deux candidats au poste à mi-temps (MM. Cousin et Meeran) et trois candidats pour le poste de juge *ad litem* (M^{me} Chapman et MM. Joensen et Lussick).

12. Le 18 février 2012, M. Joensen a informé le Conseil qu'il souhaitait retirer sa candidature au poste vacant de juge *ad litem* du Tribunal du contentieux administratif.

13. L'Assemblée générale a élu M^{me} Chapman et MM. Courtial et Lussick juges du Tribunal d'appel, lors de l'élection tenue le 23 février 2012. À la suite de l'élection aux sièges vacants du Tribunal d'appel et du retrait de la candidature de M. Joensen au poste vacant de juge *ad litem* du Tribunal du contentieux administratif, M^{me} Ebrahim-Carstens est devenue la seule candidate restante recommandée par le Conseil au poste à temps complet et il n'y avait plus de candidat recommandé pour le poste vacant de juge *ad litem*.

14. Au paragraphe 12 de son rapport (A/66/664), le Conseil a fait savoir que s'il s'avérait nécessaire de fournir à l'Assemblée générale des noms de candidats supplémentaires parce que tous ceux qui avaient sollicité le poste de juge *ad litem* avaient été nommés juges permanents, il s'en chargerait dans les plus brefs délais. C'est pourquoi le Conseil a rédigé un additif à son rapport (A/66/664/Add.1), dans lequel il a recommandé des candidats supplémentaires pour le poste de juge à temps complet et pour le poste de juge *ad litem* à New York.

15. Dans son rapport à l'Assemblée générale (A/66/664) et son additif (A/66/664/Add.1), le Conseil a recommandé à l'Assemblée deux candidats pour le poste à temps complet, deux candidats pour le poste à mi-temps, et deux candidats pour le poste de juge *ad litem*. Dans ces mêmes documents, il a présenté, par poste vacant, par Tribunal et compte tenu de la répartition géographique, les noms des candidats qu'il estimait remplir les conditions requises pour l'élection des juges du Tribunal du contentieux administratif.

16. Il a examiné les dossiers de candidature en juillet et août 2011 et reçu en entretien les candidats retenus en septembre. Avant les entretiens, les personnes citées en référence ont été contactées et deux lettres de référence ont été obtenues pour chaque candidat. Les qualités rédactionnelles et les capacités de raisonnement des candidats ont été évaluées à l'occasion d'un examen de deux heures, à la suite duquel ceux-ci ont passé un entretien qui a duré entre 30 et 45 minutes. Avec l'autorisation des candidats, le Conseil s'est ensuite mis en rapport avec l'ordre national des avocats auquel ils sont inscrits et avec l'Association internationale du barreau pour que ceux-ci confirment leur intégrité.

17. Les candidates recommandées par le Conseil pour la nomination au poste de juge à temps complet sont :

- a) Memooda Ebrahim-Carstens (Botswana);
- b) Danielle Grenier (Canada).

18. Les candidats recommandés par le Conseil pour la nomination au poste de juge à mi-temps sont :

- a) Jean-François Cousin (France);
- b) Goolam Hoosen Kader Meeran (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

19. Les candidates recommandées par le Conseil pour la nomination au poste de juge *ad litem* sont :

- a) Alessandra Greceanu (Roumanie);
- b) Danielle Grenier (Canada).

20. Le curriculum vitae des candidats figure en annexe au rapport du Conseil de justice interne susmentionné (A/66/664) et à son additif (A/66/664/Add.1).

III. Procédure à suivre à l'Assemblée générale

21. La nomination des juges à temps complet et à mi-temps du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies se fera conformément aux textes suivants :

- a) Le statut du Tribunal d'appel;
- b) Le Règlement intérieur de l'Assemblée générale;
- c) Les recommandations formulées par le Conseil de justice interne dans son rapport à l'Assemblée générale (A/66/664) et son additif (A/66/664/Add.1).

22. La nomination des juges est régie par l'article 4 du statut du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies, qui dispose ce qui suit :

« 1. Le Tribunal se compose de trois juges à temps complet et de deux juges à mi-temps.

2. Les juges sont nommés par l'Assemblée générale sur la recommandation du Conseil de justice interne conformément à la résolution 62/228 de l'Assemblée. Ils sont tous de nationalité différente et sont nommés eu égard aux principes de la répartition géographique et de l'équilibre entre les effectifs des deux sexes.

3. Pour pouvoir être nommé juge, il faut :

- a) Jouir de la plus haute considération morale; et
- b) Justifier d'au moins 10 années d'expérience judiciaire en droit administratif, ou d'une expérience équivalente acquise dans une ou plusieurs juridictions nationales.

4. Les juges sont nommés pour un mandat non renouvelable de sept ans. À titre transitoire, deux des premiers juges (un juge à temps complet et un juge à mi-temps), désignés par tirage au sort, sont nommés pour un mandat de trois ans à l'issue duquel ils peuvent être nommés de nouveau au Tribunal pour un mandat non renouvelable de sept ans. Tout juge ou ancien juge du Tribunal d'appel ne peut siéger au Tribunal du contentieux administratif. »

23. Le statut du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies ne prévoit pas la nomination de juges *ad litem*. Ainsi, la nomination du juge *ad litem* se fera conformément aux textes suivants :

- a) La résolution 66/237 de l'Assemblée générale;
- b) Le Règlement intérieur de l'Assemblée générale;
- c) Les recommandations formulées par le Conseil de justice interne dans son rapport à l'Assemblée générale (A/66/664) et son additif (A/66/664/Add.1).

24. Il est proposé que l'Assemblée générale élise le juge à temps complet, le juge à mi-temps et le juge *ad litem* du Tribunal du contentieux administratif, en tenant compte du paragraphe 58 de sa résolution 63/253, dans laquelle elle a invité « les États Membres à tenir dûment compte de la répartition géographique et de l'équilibre entre les sexes lorsqu'ils élisent des juges au Tribunal du contentieux administratif et au Tribunal d'appel ».

25. Seuls les candidats recommandés par le Conseil de justice interne dont les noms figurent dans le présent mémorandum peuvent participer à l'élection. Les électeurs de l'Assemblée générale indiqueront les candidats pour lesquels ils votent en marquant leur nom d'une croix sur le bulletin de vote. Chaque électeur peut voter pour un candidat au plus pour chacun des postes à temps complet, à mi-temps et de juge *ad litem*.

26. Les candidats ayant recueilli le plus grand nombre de voix et la majorité des voix des membres présents et votants à l'Assemblée générale seront considérés élus et donc nommés juge au Tribunal du contentieux administratif par l'Assemblée.

27. Les élections se dérouleront conformément au Règlement intérieur jusqu'à ce que le nombre de candidats requis pour pourvoir les sièges de juge à temps complet, de juge à mi-temps et de juge *ad litem* au Tribunal du contentieux administratif ait été obtenu, à l'issue d'un ou de plusieurs tours de scrutin et à la majorité des membres présents et votants.

28. Il est proposé de tenir en premier lieu l'élection au siège de juge à temps complet au Tribunal du contentieux administratif. L'élection au siège de juge à mi-temps au Tribunal du contentieux administratif sera tenue une fois le juge à temps complet élu. L'élection au siège de juge *ad litem* au Tribunal du contentieux administratif sera tenue une fois le juge à mi-temps élu.